

Interview de Roland Dumas au "Grand Jury RTL-Le Monde" (8 octobre 1989)

Légende: Le 8 octobre 1989, interviewé lors de l'émission radiodiffusée du "Grand Jury RTL-Le Monde", Roland Dumas, ministre français des Affaires étrangères, commente l'ouverture des pays d'Europe centrale à l'Occident et s'exprime au sujet de la réunification de l'Allemagne.

Source: La politique étrangère de la France. Textes et documents. dir. de publ. ROHOU, Camille. Septembre-Octobre 1989. Paris: Ministère des Affaires étrangères-Service d'Information et de Presse. "M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères au "Grand Jury RTL-Le Monde" (8 octobre 1989)", p. 96-101.

Copyright: (c) La Documentation française

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_roland_dumas_au_grand_jury_rtl_le_monde_8_octobre_1989-fr-ecfb5508-7be8-45d5-8b0b-e22f4bfda39a.html



Date de dernière mise à jour: 14/10/2015

8 OCTOBRE 1989

Q - Les mouvements à l'Est sont considérables et l'avenir de l'Europe, c'est-à-dire notre avenir, est en grande partie conditionné par ce qui se passe à l'Est. La Pologne a un Premier ministre non communiste ; en Hongrie, le parti communiste change de nom et affirme qu'il veut être tout sauf communiste ; les Allemands de l'Est fuient leur pays par milliers et parmi ceux qui restent, beaucoup se sont fait matraquer au cours de manifestations, hier soir ; l'Europe de l'Est est attirée par l'Ouest ; la perspective de voir supprimer la cassure de l'Europe n'est plus seulement un rêve, c'est peut-être une vraie perspective. Cette perspective entraîne immédiatement une autre question qui fait surgir de nos mémoires d'autres spectres et d'autres interrogations : ces grands bouleversements vont-ils provoquer la réunification de l'Allemagne ?

Nous allons donc parler de tout cela avec vous, M. le ministre, en commençant par l'Allemagne de l'Est. Le Président de la République a-t-il toujours l'intention de s'y rendre, et si oui, quelle utilité peut donc avoir son voyage en RDA ?

R - Vous avez pu observer que depuis l'an dernier, le Président de la République a un programme de visites dans les pays de l'Est qu'il accomplit à sa cadence : la Tchécoslovaquie, la Pologne, l'Union soviétique, la Bulgarie. Et ce programme prévoit effectivement qu'il se rende en RDA. Une date a été envisagée. Elle sera fixée de façon définitive probablement vers la fin du mois d'octobre.

Q - C'est-à-dire approximativement pour quand ?

R - Je ne peux pas vous le dire. Rien n'est arrêté. Il ne sert à rien de faire des supputations.

Q - Au début de l'année prochaine ?

R - Si c'est vous qui répondez... Le principe est acquis.

Q - A quoi sert un voyage en RDA aujourd'hui ?

R - Croyez-vous que le voyage de M. Gorbatchev n'a pas été utile ?

Q - Vous me répondez par une autre question.

R - Puisque vous avez abordé le vaste problème de ce qui se passe dans les pays de l'Est, permettez-moi de faire un bref commentaire avant d'entrer dans le détail. Les mouvements auxquels nous assistons dans les pays de l'Est constituent, à mon avis, l'événement le plus important qui s'est produit depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Et si les choses continuent comme elles ont commencé, tout en en mesurant la fragilité, nous pourrions assister à une grande réconciliation en Europe, et ce sera le grand phénomène du début du siècle prochain.

Q - Je voudrais que vous en disiez davantage. Si les événements d'Union soviétique puis de Pologne et de Hongrie ont été accueillis en Occident avec un relatif sang-froid, j'ai l'impression qu'il y a comme un sentiment non pas de panique mais de très grande interrogation face aux événements d'Allemagne de l'Est, et que les Occidentaux tiennent une sorte de double langage. On redoute que ce soit un cas tout à fait à part qui risque de déraiper. On a l'impression que nous n'avons pas suffisamment étudié ce dossier, que nous sommes pris de vitesse. D'ailleurs, les réactions officielles françaises à ces événements sont extrêmement rares, toujours tardives. Est-ce qu'il y a une politique française sur la question allemande ?

R - Oui. Il y a d'abord une analyse française qui consiste à dire que chaque situation dans tous ces pays est spécifique. Vous évoquiez la Hongrie et la Pologne : les situations ne sont pas identiques. Ce serait une erreur de croire que le bloc était homogène et qu'il se dissocie de façon identique dans chaque pays. Vous

observerez les distorsions qui existent dans le mouvement : la Roumanie se tient à l'écart, la Bulgarie s'y met un petit peu, la Tchécoslovaquie observe, la Pologne a pris un peu d'avance. Et vient se greffer là-dessus le cas particulier de la RDA.

Je dis cas particulier, car il ne faut pas perdre de vue que l'on touche-là à des problèmes essentiels. Comment est née la République démocratique d'Allemagne ? Elle est née en octobre 1949 pour s'opposer à la République fédérale d'Allemagne. C'était de l'antagonisme. Je me souviens d'une phrase d'Honecker qui remonte fort loin : « La justification de la République démocratique d'Allemagne, c'est son idéologie ». Or on assiste à un fort mouvement d'affaiblissement des idéologies. Vous en déduisez donc que la République démocratique d'Allemagne est sapée dans ses fondements. Ajoutez à cela que la République démocratique d'Allemagne n'est pas du tout dans la même situation économique que les autres pays que vous évoquiez tout à l'heure. Il n'y a pas de délabrement économique comme en Pologne. Il n'y a pas d'avancée économique vers le libéralisme comme en Hongrie : la RDA a réussi son évolution économique dans ses grandes lignes. En revanche, c'est une opération de grande recherche de liberté. Les Allemands de l'Est ont conquis un espace de liberté individuelle, et ils sont aujourd'hui à la conquête des libertés publiques. C'est tout autre chose.

Q - Si je suis la logique de votre raisonnement, pour maintenir la stabilité actuelle, l'Occident et la France ne peuvent rigoureusement rien faire. Si elle intervient pour aider la Pologne et éventuellement la Hongrie, il est bien entendu qu'en ce qui concerne la RDA, l'aspiration des peuples ne pourra pas être entendue et satisfaite et que nous ne pourrions pas agir.

R - Je ne le pense pas. Vous avez bien suivi mon raisonnement, mais pour les besoins de l'émission, vous l'avez coupé au bon moment. En réalité, deux autres facteurs viennent se loger dans le raisonnement.

Le premier est le facteur stratégique. La RDA est une pièce avancée de la stratégie de l'Europe de l'Est. Nous touchons là à l'existence des pactes et à la réalité du rapport de forces. Croyez bien que l'Union soviétique y est sensible. Elle y a été sensible avec la Pologne, elle l'est encore plus avec l'Allemagne.

Le second facteur, que vous aborderez peut-être tout à l'heure, touche au phénomène profond et irrésistible qu'est la réunification de l'Allemagne. Il n'existe pas pour les autres. La Pologne est à la recherche de sa liberté nationale, mais elle n'a pas à lutter contre le phénomène de la division qui est le résultat de l'après-guerre. La Hongrie non plus. Le problème allemand est très spécifique.

Q - Vous avez dit tout à l'heure, répondant à une question de Jacques Amalric qu'il existe une analyse française. Vous venez d'entrouvrir une porte. Dans cette analyse, considérez-vous comme l'a dit Vernon Walters, ambassade des Etats-Unis en Allemagne, qu'il n'est pas normal, dans un futur très proche, qu'il y ait toujours deux Allemagnes ?

R - Je laisse à M. Walters la responsabilité de ce propos. L'aspiration à l'unité, au rapprochement des deux Allemagnes est une aspiration légitime. Mais elle ne peut pas être satisfaite en contournant les problèmes. Ceux-ci sont de deux ordres. En premier lieu, l'aspiration des peuples, l'aspiration des populations l'une vers l'autre. Ne perdez pas de vue que, bon an, mal an, sur douze mois, un million et demi d'Allemands de l'est vont visiter des Allemands de l'Ouest et reviennent en Allemagne de l'Est. Ils parlent, ils racontent, ils ont vu leur famille, ils ont vu leur façon de vivre. La télévision de l'Ouest arrose l'Est. Il y a donc cette aspiration profonde à l'unité germanique, et il y a aussi le mélange.

Le second facteur, ce sont les lois internationales et les traités. Tant que nous sommes dans un pré-contexte de désarmement, notamment en Europe, avec l'existence des deux pactes, pacte de Varsovie et pacte atlantique, bousculer tout cela serait, à mon avis, prématuré. On ne peut pas mettre la charrue avant les bœufs. Il faut attendre que cette évolution se produise, et je suis de ceux qui pensent qu'elle se produira. Mais face aux événements de l'Europe de l'Est, ce serait une erreur de l'Occident que de se gorger d'orgueil et de se montrer impatient.

Q - Vous dites que bousculer l'ordre issu de la deuxième guerre mondiale serait imprudent...

R - Je ne suis pas le seul à le dire !

Q - ...*Mais vous risquez demain de vous trouver dans la situation où la population est-allemande bousculera cet ordre.*

R - Oui, c'est vrai, mais c'est une affaire qui concerne d'abord les autorités de l'Allemagne de l'Est.

Q - *Vous n'allez tout de même pas apporter une aide technique aux autorités est-allemandes pour que la population est-allemande ne bouscule pas cet ordre ? Or, l'histoire va très vite en ce moment, et nous sommes souvent en retard.*

R - Non, nous ne sommes pas en retard. Permettez-moi de vous dire qu'en qualité de président de la Communauté, je suis intervenu à New York et, de retour à Paris, auprès des autorités de l'Allemagne de l'Est comme de la Tchécoslovaquie afin, précisément, que ces problèmes soient traités sur le plan humain.

Mais je partage votre opinion : le mouvement ne va pas s'arrêter.

Q - *On n'en est pas maître !*

R - Jusqu'à présent, il a été bien maîtrisé, grâce au sang-froid des autorités de la République fédérale d'Allemagne, et, en particulier, de M. Genscher qui a très bien géré cette affaire sur le plan diplomatique. On ne peut pas dire qu'on n'en est pas maître. Mais les événements peuvent se précipiter. On l'a bien vue ces jours derniers avec le voyage de M. Gorbatchev à Berlin-Est. Il est certain que les aspirations profondes des populations de l'Allemagne de l'Est à plus de libertés publiques ne sont pas près de s'éteindre.

Q - *Compte tenu de ce que vous venez de dire et de la situation particulière de la RDA dans le bloc de l'Est, peut-on d'ores et déjà prévoir soit une sorte de retour de bâton, c'est-à-dire de reprise en main par les autorités de l'Allemagne de l'Est, soit au contraire, de leur part, l'acceptation d'un certain libéralisme et d'un assouplissement ? Quelle solution pouvez-vous envisager, bien que ce soit peut-être prématuré ?*

R - Vous vous souviendrez peut-être que dans les années 1985-1986, de bons esprits et de très bonnes plumes, donc quelques-unes présentes ici aujourd'hui, traitaient avec beaucoup d'esprit critique la politique amorcée en direction de la Pologne, et de l'intuition que certains manifestaient à croire que l'évolution pourrait se produire avec, en particulier, à la tête de l'Etat polonais, quelqu'un qui y est encore, et que les événements nous ont donné raison. Les uns pêchent par optimisme, les autres par pessimisme. Il ne faut en vouloir ni aux uns ni aux autres. Je me garderai donc aujourd'hui d'émettre une opinion catégorique.

Q - *Vous n'aviez pas été « troublé » à l'époque ?*

R - Je n'ai pas été troublé. Je vois que vous avez de bonnes références historiques. J'étais maître de mon vocabulaire, comme je m'efforce toujours de l'être.

Je crois que le mouvement est profond en Allemagne de l'Est, pour les raisons que j'ai dites, qui sont multiples. Ce mouvement commence à s'exprimer de différentes façons : par des organisations politiques, des forums, des réunions dans des églises, des manifestations de la hiérarchie protestante. Tout cela ne peut pas disparaître du jour au lendemain. Je suis sûr qu'une pression sera exercée sur les autorités de la RDA. J'espère qu'elles comprendront assez vite, assez tôt et assez en profondeur que des réformes sont nécessaires.

Q - *Vous avez dit tout à l'heure, citant M. Honecker, que la seule justification de l'Allemagne de l'Est était son idéologie. Si l'idéologie est balayée par les mouvements populaires en Allemagne de l'Est, comment le Mur et cette frontière hermétique, ces barbelés, pourraient-ils encore rester debout entre les deux Allemagnes et comment les deux Allemagnes ne pourraient elles pas se trouver soit réunies, soit, en tout cas, intimement liées ?*

R - D'aucuns parlent de réunification, ce n'est pas un langage que j'emploie, vous le remarquerez. C'est un terme ambigu. Il faut d'abord que les conditions internes soient réunies, que les conditions internationales le soient aussi. Ce n'est tout de même pas demain la veille. Il faut que les négociations sur le désarmement, qui progressent, avancent encore plus vite. Il faut un certain nombre de conditions qui m'évitent aujourd'hui de me livrer devant vous à de la politique-fiction.

Q - Tout de même, vous êtes en charge de la politique étrangère de la France, vous étudiez certainement ces perspectives et vous faites vous-même de la prospective.

R - Tout à fait.

Q - Que faisons-nous, dans cette idée, par rapport, cette fois, à nos amis, à nos alliés, que sont les Allemands de l'Ouest ? Comment pouvons-nous établir un cadre qui fasse que l'Europe ne soit pas dominée par une Allemagne réunifiée ou pas mais qui deviendrait une entité économique extrêmement puissante, encore plus forte qu'aujourd'hui ? Comment pouvons-nous préparer cet avenir européen ?

R - En construisant l'Europe. Ma réponse est simple. Souvenez-vous qu'il y a quelques années, on redoutait le dérapage de l'Allemagne de l'Ouest devenant neutraliste vers l'Allemagne de l'Est.

Q - Il y a encore quelques mois, en fait.

R - Aujourd'hui, que redoute-t-on ? L'inverse, c'est-à-dire le dérapage de l'Allemagne de l'Est vers l'Allemagne de l'Ouest avec toutes ses conséquences, que je ne néglige pas, qui seraient un bouleversement dans l'ordre de l'Europe et, par conséquent, une anticipation sur tout ce qui se produira à terme, sans qu'il soit facile de dire dans quel délai.

Au milieu de tout cela, quelle est la solution, le bon sens ? La République fédérale d'Allemagne est engagée avec nous et depuis longtemps, depuis 1954, dans la construction de l'Europe occidentale, dans la Communauté économique européenne. Plus on amarrera la République fédérale d'Allemagne à la Communauté économique européenne, plus on facilitera l'émancipation des pays de l'Est et plus on approchera d'une solution qui permettra, tout en étant originale, de répondre à cette préoccupation que vous avez appelée, que je n'appelle pas comme cela, la réunification de l'Allemagne. C'est donc dans la Communauté économique européenne que se trouve la solution au problème que vous soulevez.

Q - L'autre condition se trouve à Moscou et c'est la stabilité et la continuité de la politique actuelle de l'Union soviétique. N'êtes-vous pas un peu inquiet par la tournure des événements : la crise économique qui atteint le chaos complet, la guerre civile dans le Caucase, les forces nationales des différentes minorités qui prennent le dessus. Finalement, M. Gorbatchev a énormément de difficultés.

R - Vous n'avez de vrai changement sans bouleversement. Quelle était la situation de l'empire soviétique avant l'arrivée de Gorbatchev ? L'idéologie recouvrait tous les problèmes y compris celui des nationalités. L'affaissement de l'idéologie aujourd'hui - nous venons de le voir - a comme première conséquence la réapparition des problèmes de nationalité. C'est comme la mer qui se retire et qui découvre les rochers au fur et à mesure qu'elle se retire. L'idéologie, c'est la mer qui se retire. On aperçoit la réalité du monde, c'est-à-dire les pays baltes, l'Ukraine, la Géorgie, etc.

La deuxième difficulté tient à la volonté des dirigeants soviétiques de mettre en place un nouvel appareil politique, un nouveau système économique. C'est une opération qui n'a jamais été tentée et qui, à plus forte raison, n'a jamais été réalisée dans le passé. On n'a pas de référence, pas d'exemple. Il faut donc inventer, improviser. On voit bien la difficulté quand on voyage dans les pays de l'Est, que ce soit l'Union soviétique, ou la Pologne, où j'étais il y a quelques semaines. Selon des conversations récentes avec le ministre des Affaires étrangères soviétique M. Chevardnadzé, ils ne savent pas comment s'y prendre pour passer d'une économie entièrement socialiste à une économie de marché, pour passer d'un rouble qui n'est pas convertible à une monnaie qui le soit. Il y a des problèmes techniques concrets. En Pologne, c'est la même chose. La demande d'un inventaire des besoins, pendant des semaines, est tombée dans le vide parce qu'il fallait

étudier cela très en détail.

L'affaire des nationalités, l'affaire politique, l'affaire économique compliquent la vie de M. Gorbatchev, c'est vrai, mais j'ai commencé par dire au début de cette émission que nous mesurons la fragilité de l'entreprise.

Q - Les difficultés qu'évoquait Jacques Amalric, mais aussi la modernisation de l'économie, de l'appareil industriel, etc., croyez-vous vraiment que M. Gorbatchev peut mener tout cela de front sans, à un moment ou à un autre, recourir forcément à des pouvoirs spéciaux ? On a vu récemment l'épisode du droit de grève.

R - Je pense que M. Gorbatchev gère bien son affaire, qu'il mesure très exactement les enjeux. Il sait où sont les difficultés. Son approche politique des problèmes est certainement la bonne. Sur l'affaire des nationalités, il a réuni, comme vous le savez, un organisme supérieur de l'Etat pour en débattre. Il semble que les choses s'apaisent ici et repartent ailleurs. L'affaire économique est en bonne voie. Elle dépendra en grande partie des réactions des Occidentaux. Tout en étant prudent dans mon diagnostic, je fais confiance à M. Gorbatchev, c'est un homme habile, c'est un homme neuf, qui a de la volonté - il suffit de le voir et de l'entendre - qui incarne dans son pays la grande novation qui s'y opère et qui a une opinion publique pour lui. Il a su, du reste, se la fabriquer.

Q - Les réactions des Occidentaux sont-elles au même niveau ? Un article du Post disait récemment que les Américains étaient en train de rater le train de l'histoire.

R - J'ai rencontré aux Etats-Unis d'Amérique deux écoles de pensée, les uns disant qu'il faut aider M. Gorbatchev - c'est l'équipe de la présidence, du State Department - les autres disant que M. Gorbatchev est une chose et que l'Union soviétique en est une autre. Alors, attendons !

Q - De quelle opinion êtes-vous plutôt ?

R - Je vous rapporte là l'opinion américaine.

Q - Donc, vous attendez.

R - Pas du tout ! Moi, j'ai fait connaître mon sentiment. Ou alors je m'exprime très mal et cela me navre.

Q - Vous disiez tout à l'heure qu'il fallait faire une évaluation très précise des besoins. L'Occident doit-il répondre aux besoins soviétiques avec autant de sollicitude qu'à l'égard de la Pologne ?

R - Je le pense mais ce n'est pas du tout à la même échelle.

Q - C'est-à-dire ?

R - Les besoins sont plus amples et les problèmes sont plus profonds et plus sérieux. Ce n'est pas du même ordre de grandeur.

Q - Doit-on traiter l'Union soviétique comme les autres pays de l'Est ? En fait, fait-elle vraiment partie de l'Europe comme d'autres pays de l'Est, la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est ?

R - Quand on voyage dans les pays de l'Est, notamment en Union soviétique, on a tout à fait le sentiment qu'on est en Europe. Je crois que c'est quelqu'un d'autre avant moi qui parlait de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural. C'est une bonne formule.

Q - Est-il logique de traiter de la même manière le colonisateur et le colonisé, c'est-à-dire l'Union soviétique et les pays d'Europe centrale ? N'y a-t-il pas quand même une contradiction, un défaut ?

R - Je ne me suis pas placé sur le terrain de la morale politique.

Q - Ce à quoi on assiste en ce moment, c'est le démantèlement d'un empire. Si vous aidez l'Union soviétique, vous freinez le démantèlement de cet empire.

R - Je viens de dire le contraire. Je veux au contraire essayer de faire comprendre que je souhaite la réussite de M. Gorbatchev, et notamment pour le démantèlement de l'empire.

Q - Parce que vous pensez qu'il veut démanteler son empire ?

R - Je pense qu'il en prend le chemin. Quand il vient dire partout, comme hier à Berlin Est, que ce sont les autorités locales et le peuple de l'Allemagne de l'Est qui doivent régler ces problèmes, nous sommes loin de la doctrine Brejnev, et je préfère avoir affaire à M. Gorbatchev qu'à M. Brejnev.

Q - Dans ce contexte, où vous placez-vous dans la perspective de M. Gorbatchev de « Maison commune de l'Europe » ? Vous n'avez pas du tout évoqué cette proposition.

R - Nous avons assez dit et répété que la formule lui revenait. Il en est l'auteur et c'est une bonne formule. Nous, nous parlons autrement. Nous disons qu'il faut d'abord renforcer le premier étage de la maison dite commune, c'est-à-dire l'Europe occidentale, et j'ai dit les raisons pour lesquelles je croyais nécessaire de la renforcer. Je considère même que ceux qui traînent les pieds, qui empêchent la construction de l'Europe, son unification, commettent une faute historique car ce n'est pas simplement aux frontières de l'Europe de la Communauté qu'il faut voir le problème, c'est au-delà.

A partir de ce premier étage, il faudra construire le deuxième. C'est celui qui est en train de se mettre en place. Aujourd'hui, des pays de l'Est comme la Hongrie en sont à envisager leur adhésion à la Communauté économique européenne.

C'est donc nous qui donnons un contenu à cette notion de maison commune, mais nous le faisons à notre manière. Nous sommes nos architectes de cette maison commune. Ce n'est pas forcément la même architecture. Du reste, nous n'avons pas la prétention de couvrir l'Europe de notre architecture.

Q - Vous disiez tout à l'heure que M. Gorbatchev prenait le chemin du démantèlement de l'empire. C'est dire qu'il joue gros. Un retour de bâton est-il encore possible ?

R - Nous avons vécu pendant quarante ans sur l'idée facilement reçue et vérifiée qu'il n'y avait pas dans le monde de recul de l'idéologie communiste, fût-ce dans les pays satellites, fût-ce dans les pays envahis, et on citait à l'envi des exemples de pays qui avaient basculé dans l'orbite communiste et qui n'en sortaient pas.

Nous assistons depuis que M. Gorbatchev est au pouvoir à deux phénomènes, le retrait des troupes soviétiques là où elles n'avaient rien à faire, dans des expéditions coloniales regrettables - l'Afghanistan - ou l'incitation à des retraits dans des pays proches d'eux, au Vietnam et au Cambodge, et la fin de la doctrine Brejnev. Il n'y a plus de modèle soviétique et il n'y a plus d'imposition de modèle à partir de Moscou dans les pays de l'Est. Voilà la première idée générale ; c'est là où est le renversement de tendance.

Cela mérite une correction. Il ne faut pas perdre de vue que ce mouvement a une limite : c'est l'approche des problèmes stratégiques. Si, demain, ce mouvement devait remettre en cause le dispositif défensif ou offensif de l'Union soviétique, sans contrepartie, là, on courrait probablement le risque de réactions dont vous parlez. La limite a été atteinte sans être franchie avec la Pologne lorsque l'on a assisté à ce bouleversement extraordinaire : un dirigeant communiste cédant la place, ce qu'on n'avait jamais vu, à un non communiste, ce qui mettait fin aux pronostics dont je parlais tout à l'heure. Et, aujourd'hui, en Hongrie. Mais, à ce moment-là, l'avertissement est venu, et vous en savez les résultats. Je pense que, si demain, un bouleversement semblable devait se produire en République démocratique d'Allemagne, le même avertissement serait donné aux intéressés.

La troisième phase dont nous parlions ne s'est pas encore produite. Elle ne pourra se produire que dans le dégel des blocs et dans la politique de désarmement entre l'Est et l'Ouest, et là, nous ne sommes qu'au début

du chemin.

Q - La limite aux avancées et aux réformes, c'est l'appartenance au Pacte de Varsovie. Il y a aussi probablement une limite à l'Ouest et tous les officiels soviétiques que l'on rencontre disent d'ailleurs qu'ils attendent de l'Ouest de la modération. M. Gorbatchev l'a dit lui-même. Quelle est la chose que nous ne devons pas dire ou faire qui donnerait le sentiment à l'Est que nous remettons en cause l'équilibre ?

R - Il faut d'abord attendre que les réformes viennent des pays eux-mêmes. Ce qui s'est passé en Pologne est exemplaire à cet égard. La réussite de l'expérience polonaise, qui n'est qu'un début à mon avis, devrait inciter les Occidentaux à souhaiter ce genre de transformation. De la même façon, ce qui se passe en Hongrie.

Deuxièmement, il faut être prêt à aider économiquement et politiquement ces pays. On a traîné un peu les pieds pour la Pologne. La France s'est mise en route très vite, avec ses moyens. Le Président de la République a annoncé un certain nombre de choses pendant son voyage en Pologne. Au Sommet de l'Arche, le 14 juillet, nous avons réussi à mobiliser les pays industrialisés en donnant mandat à la Commission des Communautés européennes de réunir tous les volontaires à cet acte en direction de la Pologne. Nous sommes maintenant vingt-quatre pays. La Commission a annoncé l'autre jour une aide de 600 millions d'écu. Le président Bush a ajouté 200 millions de dollars. Tout cela fait un ensemble qui arrive dans des conditions difficiles parce que l'inflation gagne, que le mécontentement social progresse. C'est une course contre la montre dans chacun de ces pays. Ce que l'on peut faire, c'est être prêt, sans anticiper sur le mouvement.

Il faut aussi que nous soyons réalistes. Il ne faut pas que nous attendions de ces pays avant l'heure leur sortie du Pacte de Varsovie. Il ne faut pas l'encourager. Je ne vois pas pourquoi, dans l'état actuel des rapports dans le monde, ce serait Moscou et le Pacte de Varsovie qui commenceraient par faire les premiers gestes tant que nous ne sommes pas d'accord sur l'ensemble du processus. Ce processus se déroule paisiblement et il avance, à Genève, à Vienne, à Moscou. Les conversations reprennent entre l'Est et l'Ouest. C'est une bonne chose. Il faut suivre ce rythme. Toute accélération unilatérale de rythme risque de compromettre le mouvement.

Q - Les américains ont-ils tort d'évoquer de temps en temps le retrait des troupes soviétiques stationnées dans les pays de l'Est ?

R - Non, ils ont raison. Cela fait partie de la négociation.

Q - Pourtant, M. Gorbatchev a mal réagi à un moment donné.

R - Oui, parce que c'est fait d'une certaine façon. Ce n'est pas encore négocié : à Vienne, nous sommes en pleine négociation. Souvenez-vous ces jours derniers, nous avons même un conflit entre alliés de l'Alliance Atlantique, que la France a contribué à apaiser et à arbitrer. Nous sommes donc dans une négociation difficile.

Ce qui a été réalisé depuis 1949 jusqu'à maintenant, depuis 40 ans, ne peut pas être défait en un an de négociation. Il faut prendre son temps. Je ne dis pas qu'il ne faut pas accélérer le rythme. Sans doute faut-il l'accélérer. La France y contribue. La France y participe. Au début de l'année, elle a tenu à Paris la grande Conférence Internationale sur le désarmement chimique. C'était le début de l'année diplomatique française de 1989. Il faut probablement hâter le pas, mais il faut le hâter dans la négociation.

[...]